

Unité départementale de l'Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
Cedex 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 23 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23 novembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**Saipol**

Zone industrielle portuaire, quai J  
BP 423  
34204 Sète cedex

Références : UD34/H4/2023-251  
Code AIOT : 0006601281

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le **23 novembre 2023** de l'établissement Saipol implanté Zone industrielle du Port de Sète, quai J - 34204 Sète cedex . L'inspection a été annoncée le 9 janvier 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>

Suite à un départ d'incendie, en date du 5 janvier 2023, dans les chambres n°1 et 2 du toaster, l'exploitant Saipol a remis, le 6 janvier 2023, un rapport d'incident à l'inspection des installations classées. Une première visite d'inspection, en date du 30 janvier 2023, a été effectuée afin de contrôler les premières actions mises en place par l'exploitant. Cette visite d'inspection vise à vérifier les dernières actions que l'exploitant devait finaliser.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Saipol
- Port de Sète – Quai J - 34204 Sète cedex
- Code AIOT : 0006601281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le groupe Saipol, filiale du groupe Avril, est le leader français de la transformation des graines de colza et de tournesol, ainsi qu'un des leaders européens du secteur de la trituration, du raffinage des huiles végétales et de la production de biodiesel. Le site Saipol de Sète emploie actuellement 87 salariés.

**Le thème principal de visite retenu est le suivant :**

- Vérification des dernières actions mises en place suite à un départ d'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe deux types de suites :

- « sans suite administrative ».
- « avec suites administratives »
  - Les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
  - Lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
  - Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.

### **2-2) Bilan synthétique de la fiche de constats**

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. La synthèse est la suivante :

**La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident de l'exploitant	Arrêté préfectoral n°2005-I-0990 du 27 avril 2005 Article 1.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir de la fiche de constats

L'inspection des installations classées a pu constater que l'exploitant avait mis en place les dernières actions de son plan d'actions. Le plan d'actions est définitivement soldé. **Aucune remarque de l'inspection.**

### 2-4) Fiche de constats

**N° 1 :** Rapport d'incident de l'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> AP n°2005-I-0990 du 27 avril 2005 art.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé. Il fournira à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui est présenté sous quinze jours au plus tard.
<p><b>Constats :</b> Lors d'une précédente visite d'inspection, en date du 30 janvier 2023, l'inspection avait contrôlé les premières actions mises en place par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant avait précisé que les modifications apportées feraient l'objet de formations internes pour l'ensemble des intervenants. L'inspection a pu constater que ces formations ont bien été dispensées et tracées. Aucune remarque de l'inspection.</p> <p>Une dernière action était à l'étude sous réserve de sa faisabilité technique, à savoir la mise en place d'une alarme si une rupture de pente apparaissait sur la courbe de température lors de la phase d'arrêt du toaster. Cette alarme a été mise en place le 7 mars 2023 en salle de supervision. Aucune remarque de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Aucune